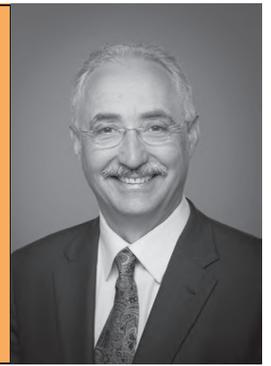


# DENNIS BEVINGTON

## DÉPUTÉ DE L'ARCTIQUE DE L'OUEST



Bulletin communautaire – Automne 2011

Chers amis,

Je suis heureux d'avoir l'occasion de vous présenter certaines des questions sur lesquelles je travaille au sein du Parlement depuis le début de la session d'automne. Qu'il s'agisse de la souveraineté dans l'Arctique, du développement économique dans le Nord ou de la sécurité des gens qui y vivent, je n'ai pas hésité à prendre la parole pour représenter vos préoccupations à l'échelle nationale.

Le gouvernement conservateur majoritaire a commencé la session d'automne du Parlement en donnant suite à ses promesses électorales, soit le projet de loi C-10 sur la criminalité, le projet de loi C-19 sur l'abolition du registre des armes d'épaule et le projet de loi C-18 concernant la réorganisation de la Commission canadienne du blé. Le gouvernement a réduit la durée du débat sur ces mesures en invoquant la clôture, établissant ainsi un précédent très difficile et dangereux pour les quatre années à venir.

J'ai beaucoup de difficulté à accepter l'approche adoptée par le gouvernement conservateur à l'égard de la criminalité dans le projet de loi C-10. Son adhésion aux peines minimales obligatoires pour de nombreux autres crimes ne fera probablement qu'augmenter le coût des services correctionnels, lequel sera en grande partie assumé par les provinces et les territoires à même les budgets déjà grevés. Le régime de peine avec sursis devrait toujours faire partie des outils à la disposition des juges de nos tribunaux.

Bien que j'accueille favorablement l'élimination du registre national des armes d'épaule, je crois tout de même que les provinces, les territoires et les gouvernements autochtones devraient être en mesure d'enregistrer des armes à feu en dehors du *Code criminel* s'ils le souhaitent. Je ne suis pas d'accord avec le désir des conservateurs de détruire les dossiers d'une province ou d'un territoire qui souhaite constituer son propre registre.

Le ralentissement de l'économie nationale, comme l'a souligné Mark Carney de la Banque du Canada à la fin octobre, signifie que le gouvernement du Canada n'atteindra pas ses objectifs budgétaires cette année. Par conséquent, je crains que les conservateurs envisagent d'éliminer de plus en plus de programmes et de services. Nous devons rester très vigilants pendant cette prochaine période budgétaire afin de protéger les intérêts du Nord.

Veuillez communiquer avec nous par l'intermédiaire de nos bureaux de Yellowknife ou d'Ottawa pour nous faire part de vos préoccupations concernant les questions gérées par le gouvernement fédéral. Votre opinion est très importante.

Merci, Marci Cho, Quyanainni, Thank you

### DANS CE NUMÉRO :

- p. 2 Déclaration sur le budget fédéral de 2011**
- p. 3 Déclaration sur la sécurité assurée par les transporteurs aériens**
- p. 3 Question sur l'Agence canadienne de développement économique du Nord**
- p. 3 Question sur la souveraineté dans l'Arctique**
- p. 4 Félicitations aux gens du Nord!**
- p. 4 Les néo-démocrates militent pour de meilleures conditions de vie pour les Premières nations, les Métis et les Inuits**



La lauréate du Prix du Premier ministre pour l'excellence dans l'enseignement, M<sup>me</sup> Sandra Ipana d'Inuvik, en compagnie de M. Bevington à Ottawa le 5 octobre 2011 à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants. M<sup>me</sup> Ipana est une enseignante d'immersion en inuvialuktun à la Sir Alexander Mackenzie School à Inuvik, aux Territoires du Nord-Ouest. Elle enseigne sa langue et sa culture aux élèves depuis 1991.



Le député Dennis Bevington en compagnie du premier ministre nouvellement élu des Territoires du Nord-Ouest, M. Robert McLeod, à l'Assemblée législative à Yellowknife, aux Territoires du Nord-Ouest, le 28 octobre 2011.  
Photo : Josh Campbell

## Déclaration du député Dennis Bevington à la Chambre des communes, le 6 octobre 2011, sur le budget fédéral de 2011

« En mars dernier, j'ai présenté un projet de loi d'initiative parlementaire à la Chambre. Les députés ministériels ont voté contre la proposition d'augmenter la limite d'emprunt du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest afin de financer des projets d'infrastructure importants dans ce territoire. Depuis, le ministre des Finances a promis à maintes reprises à son homologue des Territoires du Nord-Ouest qu'il offrirait des solutions concernant la limite d'emprunt afin que le gouvernement territorial puisse investir dans le Nord, faire des choix en matière d'infrastructure et appuyer l'économie alors que la récession frappe.

La route de la vallée du Mackenzie est un projet que tout le Nord appuie. Tout le long de la vallée, les organisations chargées des revendications territoriales des Autochtones ont pris en charge des tronçons de la route, ont effectué les estimations préliminaires, ont préparé les documents nécessaires et sont prêtes à passer, dans un très proche avenir, à l'évaluation environnementale de l'ensemble de la route de la vallée du Mackenzie, qui représente quelque 1 200 kilomètres à partir du Sud du territoire jusqu'à Inuvik, puis Tuktoyaktuk. C'est une route qui, au cours des 20 prochaines années, ouvrirait la voie à des dizaines de milliards de dollars, et je n'exagère pas, en projets de développement qui auraient une incidence positive sur tous les Canadiens.

C'est un magnifique projet entièrement canadien. Il est probable que très peu de ce que nous consacrerons à ce projet sortira du Canada pour profiter à d'autres entreprises dans d'autres pays. Le projet sera réalisé au Canada. C'est un magnifique projet qui aidera beaucoup de collectivités qui n'ont pas de route actuellement dans la vallée du Mackenzie, qui doivent composer avec un coût de la vie incroyablement élevé et qui vivent dans des conditions d'isolement qui ne sont pas convenables à notre époque.

C'est une occasion extraordinaire, mais nous devons améliorer la capacité financière du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Le gouvernement fédéral n'a pas voulu appuyer mon projet de loi d'initiative parlementaire sur cette question. Il s'y est opposé catégoriquement. Nous avons besoin de cette route, et nous devons connaître l'orientation que nous allons prendre à cet égard. Le gouvernement doit présenter un meilleur plan d'investissement dans cette route.

Aux élections [de mai], j'étais fier de voir que mon parti, le Nouveau Parti démocratique, avait prévu dans son programme 400 millions de dollars sur cinq ans au chapitre des investissements dans l'infrastructure du Nord. C'est passablement plus que les 150 millions qui sont proposés pour la route de Tuktoyaktuk à Inuvik. C'est le genre d'investissement que le gouvernement fédéral et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest doivent faire.

Nous savons ce que nous voulons accomplir dans les Territoires du Nord-Ouest. Les organismes autochtones régis par un traité, d'un bout à l'autre de la vallée, sont favorables à ce projet. Il est

temps de le réaliser. C'est une occasion extraordinaire pour les Canadiens. C'est une occasion extraordinaire de stimuler notre économie à une époque où elle a besoin d'un coup de pouce.

Nous devons être conscients de ce que nous pouvons faire au cours des prochaines années pour améliorer notre économie, qu'on pense aux emplois verts, qui ne peuvent qu'être bénéfiques et faire de nous une société meilleure et plus forte, ou à un projet comme la route de la vallée du Mackenzie, qui est nécessaire pour assurer une exploitation ordonnée de ressources très importantes. Ce sont des choses dans lesquelles nous devrions investir, et nous devrions en discuter dès maintenant.

Actuellement, nous avons besoin de plans et de leadership. Nous devons comprendre comment notre pays peut éviter cette terrible récession qui pourrait éventuellement s'abattre lourdement sur nous. Nous avons besoin de ce genre de débat positif dans le cadre de l'étude du budget. Or, après quatre mois, le budget n'est pas vraiment ce qu'il faut. Il ne donne pas toutes les réponses, et c'est pourquoi nous intervenons aujourd'hui. »



Étudiants du Aurora College à Yellowknife (de gauche à droite) : Joshua Gagnon, Cody Erasmus, Dennis et Lynn Rose Dologanak. Photo prise le 10 octobre 2011.



L'équipe d'« Arctic Air » en compagnie de Dennis à Yellowknife, aux Territoires du Nord-Ouest. Photo prise le 23 septembre 2011

## Le député Dennis Bevington fait une déclaration à la Chambre des communes, le 6 octobre 2011, concernant les tragédies aériennes dans le Nord .

« Monsieur le Président, mardi, les habitants du Nord ont été dévastés par le quatrième écrasement d'avion en seulement quelques semaines.

Mardi, un Cessna 208 d'Air Tindi s'est écrasé lors d'un vol régulier de Yellowknife à Lutsel k'e, tuant le pilote et un passager. Cet écrasement survient seulement quelques jours après les funérailles des deux pilotes tués lorsqu'un Twin Otter d'Arctic Sunset s'est écrasé dans la vieille ville de Yellowknife, faisant en outre sept blessés parmi les passagers. Le lendemain de cet écrasement, un Cessna monomoteur s'est écrasé près de Fort Simpson. Heureusement, le pilote s'en est tiré.

Le 12 août dernier, un 737 de First Air s'est écrasé près de Resolute Bay, tuant 12 des 15 personnes à bord. L'équipage de l'appareil était basé à Yellowknife.

Je suis convaincu que tous les députés s'unissent à moi pour présenter leurs condoléances aux familles et amis des victimes de ces écrasements.

Pour les habitants du Nord, prendre l'avion est normal en raison de l'isolement des collectivités. Ils n'ont pas le choix. On comprend alors qu'ils s'inquiètent pour la sécurité aérienne dans le Nord.

L'an dernier, des représentants du gouvernement ont promis de rehausser le service d'inspection de la sécurité aérienne de Transports Canada. Les électeurs de ma circonscription veulent savoir si le gouvernement a tenu promesse. »

### NOUS POUVONS VOUS AIDER CONCERNANT CE QUI SUIT :

Citoyenneté et immigration

Demandes de passeport

Pensions

Agence du revenu du Canada

Renseignements relatifs aux pensionnats indiens

Visas pour les voyages à l'étranger

Questions à porter à l'attention de ministères fédéraux et d'autres organismes

## Le député Dennis Bevington aborde la question du rôle du Canada concernant la souveraineté dans l'Arctique à la Chambre des communes, le 6 octobre 2011.

« Monsieur le Président, il y a deux semaines, le gouvernement américain a délivré à la raffinerie Shell des licences l'autorisant à répandre 250 tonnes métriques de polluants dans la mer de Beaufort, le long des eaux territoriales que se disputent le Canada et les États-Unis. Les prétendues normes environnementales élaborées par les États-Unis étaient manifestement destinées à s'appliquer aux eaux canadiennes. Si nous n'agissons pas maintenant, nous n'aurons pas notre mot à dire sur ce qui se passe dans nos propres eaux. Le gouvernement a-t-il participé à l'établissement de ces normes environnementales, ou a-t-il cédé nos eaux arctiques aux États-Unis et renoncé à notre souveraineté dans l'Arctique? »

Réponse du ministre de l'Environnement, John Baird;

« Monsieur le Président, nous tenons régulièrement avec nos voisins du Sud des discussions sur cette question et d'autres questions importantes concernant l'Arctique.

Évidemment, le gouvernement défendra toujours la souveraineté canadienne et se battra toujours pour ce qui est juste. Nous avons la responsabilité extrêmement importante de veiller à la protection de notre environnement, tout particulièrement dans l'Arctique, région dont l'écosystème est très fragile. »

## Question sur l'Agence canadienne de développement économique du Nord à la Chambre des communes, le 6 octobre 2011.

Dennis Bevington, député de l'Arctique de l'Ouest :

« Monsieur le Président, depuis sa création, il y a deux ans, l'Agence canadienne de développement économique du Nord a enfreint à peu près toutes les règles. Les coûts montent en flèche, les contrats sont mal gérés, les cartes de crédit sont utilisées de façon inappropriée, les dépenses de voyage sont irrégulières, et la liste ne s'arrête pas là. Les conservateurs devraient avoir honte de ce bilan désastreux.

Étant donné que le premier ministre refuse de suivre les conseils de la ministre et du ministère, surtout en ce qui concerne l'emplacement du siège social, va-t-il maintenant assumer la responsabilité de la mauvaise gestion de l'agence? »

Réponse de l'honorable Leona Aglukkaq, ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, le 6 octobre 2011.

« Monsieur le Président, comme je l'ai dit, il s'agit d'une ébauche du rapport de vérification. C'est une vérification interne. Nous prenons toutes les vérifications très au sérieux. Lorsque j'aurai reçu la version définitive du rapport, j'en prendrai connaissance et j'élaborerai un plan d'action en vue de régler les problèmes soulevés. »

Aucun timbre  
requis

Dennis Bevington  
Député de l'Arctique de l'Ouest  
Bureau 239, Édifice de la Confédération  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A6

## Félicitations aux gens du Nord!

Le député Dennis Bevington fait l'éloge de certain de ses concitoyens du Nord à la Chambre des communes, le 20 septembre 2011.

« Monsieur le Président, j'aimerais profiter de l'occasion pour féliciter certains résidants des Territoires du Nord-Ouest qui ont été reconnus sur le plan national cette année.

Le *Slave River Journal* de Fort Smith a été déclaré meilleur journal, tous domaines confondus, dans la catégorie "tirage" par la Canadian Community Newspapers Association.

M. Curtis Brown, du conseil scolaire de division de South Slave, s'est vu décerner le prix du meilleur surintendant scolaire canadien par l'Association canadienne des administrateurs et des administratrices scolaires.

Sylvia Clement, âgée de 29 ans et mère monoparentale de deux enfants, a reçu le Prix de l'alphabétisation 2011 du Conseil de la fédération.

Di Ann Blesse a remporté le prix de l'enseignant autochtone hors du commun de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants.

Paul Bennett, directeur des écoles J.H. Sissons à Yellowknife, a été sélectionné parmi les 32 directeurs d'école exceptionnels du Canada.

Enfin, Buffalo Airways a remporté deux Prix Gémeaux pour l'émission de télévision vérité *Ice Pilots*.

D'un bout à l'autre des Territoires du Nord-Ouest, les résidants travaillent fort pour bâtir leur territoire. Les résultats sont exceptionnels, comme en témoignent ces prix nationaux. »

## Les néo-démocrates militent pour de meilleures conditions de vie pour les Premières nations, les Métis et les Inuits

Les néo-démocrates exhortent les conservateurs à cesser de se traîner les pieds et à donner suite aux révélations de la vérificatrice générale du Canada concernant les conditions de vie déplorables des collectivités des Premières nations, des Métis et des Inuits au pays.

Dans son dernier rapport, la vérificatrice générale, Sheila Fraser, fait état des conditions « consternantes » dans lesquelles vivent plusieurs collectivités autochtones et reproche au gouvernement de ne pas faire davantage pour changer les choses.

Dans nombre de collectivités, les besoins aussi fondamentaux que l'eau potable, le logement et les bonnes écoles ne sont tout simplement pas comblés. La pauvreté et le surpeuplement sont endémiques.

M<sup>me</sup> Fraser a affirmé que ces conditions empiraient et a pressé le gouvernement d'agir.

Les néo-démocrates sont préoccupés par ce rapport et prêts à passer à l'action. Dans un pays aussi riche que le nôtre, négliger un si grand nombre de nos collectivités est inexcusable.

C'est pourquoi nous exhortons le gouvernement à accroître le financement dédié à l'éducation des Autochtones, à investir dans les infrastructures comme le logement et les usines de traitement d'eau potable, et à soutenir les avenues de développement économique pour les entreprises autochtones.

Les néo-démocrates sont également conscients de l'importance de bâtir de nouveaux partenariats avec les collectivités autochtones — de nation à nation — pour réparer les injustices du passé et améliorer leurs conditions de vie. Notre parti s'est toujours rangé du côté des collectivités autochtones, partout au Canada.

En tant que membres de l'opposition officielle, nous ferons en sorte que notre voix soit entendue.

LE BUREAU DE LA CIRCONSCRIPTION DE YELLOWKNIFE A DÉMÉNAGÉ DANS SES NOUVEAUX LOCAUX AU 5014, AVENUE FRANKLIN, À CÔTÉ DE HAIRADA, EN FACE DE LA CIBC.

VENEZ NOUS VOIR EN TOUT TEMPS DE 8 H 30 À 16 H 30, DU LUNDI AU VENDREDI.

VOUS POUVEZ COMMUNIQUER AVEC NOUS PAR TÉLÉPHONE AU 1-800-661-0802, OU AU 867-873-6995 SI VOUS ÊTES À YELLOWKNIFE, OU ENCORE PAR COURRIEL À L'ADRESSE SUIVANTE :

dennis.bevington.c1@parl.gc.ca

CONSULTEZ MON SITE WEB : [WWW.DENNISBEVINGTON.CA](http://WWW.DENNISBEVINGTON.CA)

Vos commentaires sont importants; vous pouvez m'en faire part par écrit :
